Jean-Pierre Moisset, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 361 p.

Yves Poncelet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2394>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.2394

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Yves Poncelet, « Jean-Pierre Moisset, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 01 février 2022, consulté le 15 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/2394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2394>

Ce document a été généré automatiquement le 15 juillet 2022.

Tous droits réservés

Jean-Pierre Moisset, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 361 p.

Yves Poncelet

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre Moisset, *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 361 p.

- 1 Comme l'indique le titre complet de l'ouvrage, celui-ci se situe à la jointure de plusieurs champs historiographiques : politique (l'extrême fin de la IV^e République et surtout les trois premières décennies de la V^e République), religieux (la situation des trois cultes bien installés : catholique, protestant et juif, durant les décennies 1960 à 1980, si riches en inflexions pour eux et pour l'image qu'ils ont d'eux-mêmes), de la laïcité enfin, sur une définition de laquelle s'ouvre l'ouvrage (p. 14-15). Cette définition emprunte aux réflexions d'Émile Poulat, de Philippe Portier et de Jean Baubérot, auxquels on pourrait encore ajouter celles de René Rémond et de Valentine Zuber. Il s'est en effet agi pour Jean-Pierre Moisset de comprendre les modalités d'application de la laïcité qu'enclenche durablement l'accession du général de Gaulle à la présidence du Conseil en juin 1958, en faisant porter ses investigations sur « l'activité culturelle et en utilisant principalement le critère de l'argent » (p. 13).
- 2 L'auteur, maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université Michel-de-Montaigne / Bordeaux 3, explore, depuis de nombreuses années maintenant, un champ assez délaissé avant lui : l'histoire des dimensions matérielles du catholicisme français contemporain (financement, patrimoine, lieux de culte, représentations...). Sa thèse, publiée en 2004 aux Presses universitaires de Bordeaux portait sur les finances du diocèse de Paris entre 1802 et 1905. Ses travaux sont importants pour comprendre les formes de présence ecclésiale dans la société, le soutien multiforme qu'elle sollicite, les bornes ou les contraintes qu'on lui met ou qu'elle rencontre, son environnement – notamment politique, aux différentes échelles de gouvernance –, sa capacité d'innovation et ses modes d'intervention. Son mémoire de recherche, soutenu en 2016 dans le cadre d'une habilitation à diriger des recherches, a déplacé la focale et croisé son domaine de prédilection avec un autre champ historiographique auquel il accorde de l'importance : celui de la laïcité. Et c'est précisément ce mémoire qui a fourni la matière de *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987*, après avoir connu un travail d'allègement, inévitable mais respectueux de la démarche scientifique, comme en témoignent les quatorze pages de « Sources » et les neuf pages de « Bibliographie » – le tout utilement mis en perspective dans l'introduction. L'on retrouve dans ce livre ce qui avait fait la force des publications précédentes de l'auteur : la puissance du travail de documentation et d'analyse, la clarté de la langue (qui importe d'autant plus dans le traitement d'un sujet que l'on peut juger *a priori* plutôt aride), le double sens de la nuance et de la synthèse, la sobriété jamais exclusive de jugements fermes sur les faits ou les choix des institutions et des acteurs.

- 3 Dès la fin décembre 1958, une ordonnance réduit le droit de mutation sur les acquisitions immobilières à titre onéreux applicable aux associations cultuelles ; elle signale une inflexion – cependant quelque peu entamée sous la IV^e République (voir le chapitre III, p. 49 et suiv.) – dans la pratique de la laïcité. Trente ans plus tard, une loi de juillet 1987 ouvre aux contributeurs au denier du culte le droit à la déductibilité fiscale au taux optimal puis une autre, du même mois, a évité la catastrophe au régime d'assurance maladie des cultes. Ces dispositifs législatifs relèvent des voies indirectes de l'aide aux cultes : ils constituent des marqueurs significatifs en même temps que les bornes amont et aval du récit et de l'analyse historiques que livre Jean-Pierre Moisset. Son ouvrage dévoile, pour les seuls départements où s'applique la loi du 9 décembre 1905, les contingences et les cohérences de cette aide, qu'une approche seulement juridique n'aurait pu épuiser.
- 4 Le cheminement est chronologique, faisant se succéder :
- une mise en contexte générale : « Une nouvelle conjoncture laïque : 1958 ». Cette dernière tient à de nombreux facteurs : les changements qui affectent le pays dans son ensemble, et notamment le dynamisme démographique et l'urbanisation, qui soulèvent entre bien des questions celle de l'adaptation de l'équipement culturel ; l'inflexion de la représentation qu'à l'État de son rôle – et notamment de son rapport à la société civile et à la vie associative – ; l'installation du général de Gaulle au pouvoir dès juin 1958, favorable à l'émergence d'une « laïcité principielle bienveillante » (Georges Hubrecht, cité p. 68) et au règlement de toutes les questions pendantes, dont celle des finances de l'enseignement privé ;
 - l'étude de la séquence 1959-1969, durant laquelle la construction d'édifices culturels est au cœur des attentes et des négociations. Elle est conduite en deux parties, dont les titres éclairent les stratégies des acteurs : « Des dispositifs favorables aux intérêts catholiques (1959-1963) » et « Une méthode interconfessionnelle payante (1964-1969) ». Dans la République laïque, l'action du pouvoir en faveur des cultes anciens – l'islam restant « pratiquement en dehors du champ de vision des acteurs de cette histoire » (p. 181) – s'opère dans des limites étroites ; néanmoins, les évolutions sont marquées en quelques années, sur le plan de la qualité des contacts humains comme sur celui des dispositions légales et pratiques : insertion dans le développement urbain d'ensemble, emprunts interconfessionnels auprès de la Caisse des dépôts et consignations... Comme l'a analysé ici même Olivier Chatelan, la politique d'équipement culturel offre maints échos de la politique globale d'aménagement du territoire des années 1960 : volonté modernisatrice, normalisation des procédures, rôle attribué à des organismes spécifiques efficaces, effort pour pallier les inégalités territoriales, etc.¹ ;
 - « Le renouvellement des enjeux laïques (1970-1978) ». Renouvellement effectivement, puisque les religions présentes dans l'espace français évoluent de manière contrastée, que le catholicisme s'interroge en profondeur et qu'une question nouvelle surgit : la protection sociale des ministres des cultes et des membres des congrégations et collectivités religieuses, soldée dans des conditions très satisfaisantes pour la hiérarchie catholique par la loi du 2 janvier 1978 ;
 - enfin, les années 1980, dont l'étude témoigne clairement qu'elles voient la poursuite de la dynamique de la « laïcité de reconnaissance » (Philippe Portier et Jean-Paul Willaime) au moins dans le champ étudié et pour les cultes bien installés dans la société (ce qui laisse l'islam assez largement hors-champ, réalité sur laquelle le livre insiste tout au long). Le chapitre XIX, « L'instauration d'un mécénat culturel », en témoigne parfaitement, comme il éclaire finement le positionnement de l'ensemble des acteurs concernés et les représentations contrastées qui sont les leurs.

- 5 Pas plus que les religions, la laïcité ne peut décidément pas être comprise de manière essentialiste : elle se recompose à partir d'une matrice solide, en fonction des défis que rencontre la société française, des attentes diverses des citoyens, des consensus ou dissensus politiques, de la plus ou moins grande plasticité des règles et des administrations. *L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987* documente avec rigueur cette assertion qui importe évidemment à notre vie collective. Les trente années pour le moins importantes qui viennent de s'écouler, à l'issue desquelles il apparaît à l'auteur que « le conflit des modèles laïques est relancé sur de nouvelles bases » (pour l'essentiel parce que l'islam repose la question laïque aux pouvoirs publics) (p. 323), l'inciteront peut-être à leur appliquer sa démarche exigeante et éclairante.
-

NOTES

1. Olivier Chatelan, « Les catholiques et l'urbanisation de la société française », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/3, n° 111, p. 147-158 (cité par Jean-Pierre Moisset, p. 181).